

### *Les crédits*

canadiens à l'étranger, d'une valeur de 116 millions de dollars et 86 transferts de technologie, d'une valeur de 82 millions de dollars. Ces résultats sont éloquentes. Ces programmes fonctionnent. Il y a plus de dynamisme et d'efforts en matière d'exportations dans ce pays que jamais auparavant.

Le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, dont je fais partie, a également joué un rôle important dans cette stratégie. Nous n'avons pas le temps de passer en revue tous les programmes dont est responsable ce ministère, mais beaucoup d'entre eux sont coordonnés avec les Affaires extérieures. Par conséquent, les programmes dont j'ai parlé comportent une participation du ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie.

Je voudrais mentionner deux choses fort importantes avant de m'asseoir. Tout d'abord, les gens pensent que l'esprit d'entreprise n'est pas suffisamment développé au Canada. Nous avons essayé de le stimuler grâce à un programme de sensibilisation et également par l'entremise du nouvel Institut national de développement d'entrepreneurs. Ce programme de sensibilisation fonctionne bien. Les 10 ministres de l'Éducation du Canada s'efforcent avec nous de lancer des programmes semblables dans les écoles secondaires. Nous créons au Canada une culture de l'esprit d'entreprise qui nous aidera beaucoup à devenir plus compétitifs dans le monde.

Deuxièmement, le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, en général, a mis en place un Programme des technologies stratégiques. Il s'agit d'un programme très intéressant qui s'adresse à toute l'économie canadienne. Il a pour but de promouvoir les capacités technologiques et la compétitivité dans tous les secteurs, notamment ceux des ressources, de la haute technologie, des services et de la santé. Il s'inscrit dans une tendance mondiale en faveur des alliances stratégiques. Il favorise la formation de réseaux et d'associations et il renforce, de ce fait, l'unité canadienne.

Par exemple, une société de Vancouver s'est associée à une société de Trois-Rivières et une société de London s'est lancée dans une entreprise conjointe avec une société de Terre-Neuve. Ces initiatives contribuent à l'unité du Canada et elles découlent du Programme des technologies stratégiques. Ces technologies stratégiques comprennent, entre autres, l'équipement et l'informatique

de pointe utilisés en biotechnologie. Ce programme est très bien accueilli par les sociétés. Il renforce notre capacité concurrentielle. Avec ce programme, le Canada ne se contente pas de bonnes intentions, il prend des mesures concrètes pour renforcer sa compétitivité.

La mise sur pied d'un tel programme combinée à l'adoption d'une politique budgétaire responsable par le ministre des Finances depuis six ans et demi—le seul sujet dont mon collègue a vraiment parlé—ainsi qu'à la réduction de l'inflation et à la diminution continue du déficit—nous permettront d'être plus concurrentiels face à d'autres régions comme l'Europe, l'Asie ou ailleurs.

Ces mesures se renforcent les unes les autres. Le gouvernement actuel tient à assurer la compétitivité du Canada dans le monde et à mettre des programmes sur pied pour y arriver.

**M. Nelson A. Riis (Kamloops):** Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt ce que le ministre d'État chargé des Petites entreprises et du Tourisme avait à dire.

Je me demandais s'il y avait une personne à la Chambre des communes qui soit d'accord avec la thèse qu'il défendait, celle qui veut que le gouvernement soit sur la bonne voie en ce qui concerne l'aide à la petite entreprise. Je viens de terminer une enquête de trois semaines sur les petites entreprises de ma circonscription, au cours de laquelle je leur ai demandé ce qu'elles pensaient de la façon dont le gouvernement gérait l'économie en qui concerne leurs intérêts.

Je suis heureux de dire que deux entreprises sur dix estimaient que le gouvernement ne se débrouillait pas si mal. Très bien. Une sur dix ne savait vraiment pas parce qu'elle était trop occupée à survivre pour être capable de décider intelligemment. Restent sept sur dix qui pensaient que le gouvernement suivait un cheminement désastreux et que, s'il persistait, il allait porter un coup sérieux à l'entreprise dans très peu de temps.

Je désire demander au ministre d'État chargé des petites entreprises ce qu'il pense de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et de son enquête concernant l'effet de la taxe sur les produits et services sur le secteur de la petite entreprise. Ce sont 70 000 petites entreprises qui ont été sondées de façon relativement objective et scientifique. Je dis «relativement».

L'écrasante majorité de ceux qui disent que le gouvernement les pousse vers une issue fatale disent également